



PIERRE MOSCOVICI
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

<http://www.economie.gouv.fr>

Paris, le 10 avril 2013

**Discours de Pierre MOSCOVICI, Ministre de l'Économie et des Finances
Conclusion aux Rencontres Quai d'Orsay – Entreprises**

Le 9 avril 2013 – Ministère des Affaires étrangères

Monsieur le ministre (cher Laurent),

Mesdames et Messieurs,

C'est avec plaisir que je viens conclure ces rencontres du Quai d'Orsay, avant le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, que je remercie de m'avoir convié à m'exprimer ici, comme il a pu le faire à Bercy. Un plaisir d'autant plus grand que ces rencontres m'offrent l'occasion de m'adresser de nouveau à ces partenaires quotidiens que sont, pour moi, les entreprises. Nous avons établi, ces derniers mois, des relations soutenues, des relations de confiance aussi, et je me félicite que le Quai apporte sa pierre aujourd'hui, à l'un des volets de cette relation : l'expansion à l'international.

L'accent mis par le Gouvernement sur la diplomatie économique s'appuie sur une conviction partagée : c'est sur les marchés étrangers que se trouvent les opportunités majeures de développement, mais le contexte économique exige que nous allions plus loin dans le soutien concret et immédiat aux entreprises qui ont un projet d'expansion. Bercy, partenaire traditionnel des entreprises dans la conquête de nouveaux marchés, est totalement mobilisé dans cette optique, et va faire évoluer dans les mois à venir ses outils pour être plus performant encore, à vos côtés.

* *

*

Seul le prononcé fait foi 1

Le ministère de l'économie et des finances est aujourd'hui, pour les entreprises qui veulent se développer à l'export, à la fois un partenaire de terrain, un partenaire du quotidien, et un partenaire pour leurs besoins.

Bercy, partenaire de terrain, c'est un réseau dense, présent sur les marchés étrangers qui comptent. Ce partenariat au travers du maillage des pays par les services économiques de mon ministère, qui sont à votre disposition, tout d'abord. Mais aussi au travers d'Ubifrance, qui a enregistré de beaux succès commerciaux en 2012. Pour n'en prendre que deux exemples : OKO EYEWEAR, fabricant de lunettes, a exposé ses produits sur le Pavillon France du Hong Kong Optical Fair, en novembre dernier, avec des résultats immédiats en termes de commandes et suffisamment encourageants sur le marché asiatique pour justifier l'embauche d'un cadre export. Quant à XD Productions, spécialisée dans les technologies d'animation 3D, elle s'est appuyée sur Ubifrance pour pénétrer le marché indien, au travers d'une mission de prospection et d'un programme personnalisé pour identifier le bon partenaire et réseau de distribution. Depuis, l'entreprise a participé à la réalisation d'une émission télévisée indienne animée en 3D. Je pourrais multiplier les exemples, puisque qu'en 2012, Ubifrance, pivot du système français de soutien institutionnel à l'international des entreprises, a assuré l'accompagnement de près de 8000 compagnies, et l'envoi à l'étranger de près de 5000 VIE. Bref, sur vos secteurs d'expansion, Bercy vous accompagne, pour que ce qui est terre inconnue un jour soit terrain de jeu demain.

Bercy sur le terrain : c'est tellement vrai que si la Ministre au commerce extérieur, Nicole Bricq, ne peut se joindre à nous aujourd'hui, c'est parce qu'elle est en ce moment même au Vietnam. Et je reviens tout juste moi-même de Dakar, après un déplacement en Côte d'Ivoire, qui peut se prévaloir d'une croissance de 8% par an.

Car c'est cela, aussi, une diplomatie économique performante et dans l'action : ouvrir de nouvelles voies. L'installation de groupes de travail entre administrations ou entre hommes d'affaires de haut niveau, pour ce qui concerne l'Algérie ou le Qatar, les initiatives de Nicole Bricq pour lever les obstacles à l'accès au marché en Turquie ou aux Philippines, s'inscrivent dans cette perspective-là. C'est aussi le sens des premiers pas en vue d'un accord de libre-échange avec le Japon, ou plus



récemment avec les Etats-Unis, qui peuvent venir ouvrir de nouvelles perspectives d'expansion aux entreprises. Nous voulions obtenir l'avis des entreprises sur ce dernier accord : de nombreuses entreprises y ont répondu, signe de leur intérêt manifeste.

Mais les services de Bercy sont également à vos côtés pour répondre à vos besoins concrets et quotidiens, dans toute leur diversité.

Vous êtes tous familiers des services d'informations aux entreprises, de prestations individuelles – conseils, tests sur l'offre, opérations de prospection... - ou d'opérations collectives – salons, rencontres *B to B* que nous offrons. Mais il faut également mentionner ici les autres instruments opérationnels dont Bercy et ses Services économiques à l'étranger disposent pour appuyer vos démarches. Les prêts bonifiés et les dons, tout d'abord, avec le Fonds d'Etudes et d'Aides au Secteur Privé (FASEP), qui disposera en 2013 d'une capacité d'intervention annuelle de 19 M€, et la Réserve Pays Emergents (RPE), dotée de 380 M€, sont ainsi des instruments de soutien à l'export : en réservant les marchés publics de nos partenaires, pour la RPE, ou en augmentant les chances de succès des entreprises françaises sur appels d'offres, pour ce qui est du FASEP, ces instruments sont autant d'outils de conquête des marchés à disposition des entreprises.

Un exemple concret de succès récents de ces instruments, là encore. Pensons au consortium ferroviaire d'entreprises françaises, qui a remporté un marché de plus de 110 M€ pour la fourniture des équipements du tramway de Cuenca, en Equateur, avec un soutien RPE.

Le dispositif d'assurance et de garanties publiques géré par la Coface, avec un encours actuel de 64 Md€, est un autre outil clé de Bercy pour soutenir les projets d'expansion des entreprises.

En 2012, près de 12 Md€ de garantie ont été acceptés, permettant de soutenir 145 grands contrats. L'une de ces *success stories* a fait la « une » des médias en décembre : STX France a remporté la commande d'un navire de croisière pour Royal Caribbean Cruises. Ce contrat représente 10 millions d'heures de travail et assure une activité jusqu'en 2016. Il a été rendu possible, notamment, par l'octroi d'une assurance de la Coface.



Enfin, en miroir de ces actions orientées vers l'externe, l'Agence Française pour les Investissements Internationaux contribue à attirer sur notre territoire de nouvelles décisions d'investissements: 693 décisions ont ainsi été enregistrées en 2012, soit le 3^{ème} meilleur résultat en 15 ans.

* *
*

Voilà quelle est notre approche : avant tout, nous voulons faire du concret, pour des succès. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas chercher à s'améliorer, au contraire. Pour rester le partenaire de terrain, des besoins quotidiens de ces entreprises qu'il connaît si bien, Bercy fait considérablement évoluer ses instruments.

Nous avons d'abord souhaité, avec Nicole Bricq, réviser le contrat d'objectif et de performance d'Ubifrance. Il s'agit en premier lieu de mettre en œuvre un programme d'accompagnement à l'export spécifique et ciblé, qui bénéficiera à 1000 ETI et PME de croissance, et d'augmenter les VIE de 25%.

La rénovation profonde de nos dispositifs de soutien financier à l'export a également été conçue pour mettre davantage encore les entreprises en position d'engranger les succès internationaux. Face aux bouleversements durables des financements bancaires et aux évolutions des instruments publics, plus compétitifs, dont bénéficient aujourd'hui vos compétiteurs étrangers, plusieurs mesures ont été prises au second semestre 2012. Une garantie de refinancement créera ainsi un nouvel accès à la liquidité des banques et offrira des ressources plus compétitives aux clients des entreprises exportatrices françaises. Et nous achevons de démocratiser l'accès aux financements exports aux PME et ETI, à travers la mue de la Banque Publique d'Investissement. La BPI, que j'ai mise sur pied, représente en effet une solution globale et cohérente pour le financement des PME et des ETI.

Un mot, par ailleurs, de l'Aide publique au Développement, qui est parfois critiquée, en période de contrainte budgétaire. Mon approche est pragmatique : nos financements doivent aussi servir à nos entreprises. C'est dans ce contexte que j'ai décidé la création d'un Fonds d'expertise à l'AFD, doté de 20 M€ qui permettra de positionner l'expertise française, son savoir faire et surtout ses normes, en amont des projets d'infrastructures dans les pays de notre coopération.



Ces actions doivent nous permettre d'atteindre les objectifs fixés par le Président de la République, singulièrement celui d'équilibre de la balance commerciale en 2017, hors énergie. C'est une tâche ambitieuse à laquelle travaille Bercy avec beaucoup de détermination, et en premier lieu Nicole Bricq et moi-même.

Nous avons développé à cet égard une stratégie export à plusieurs niveaux.

Vous offrir, tout d'abord, la « boîte à outils » la plus performante possible pour vous accompagner à l'export. J'ai évoqué nos différents instruments. C'est aussi l'enjeu de la Modernisation de l'Action Publique, dont l'une des priorités est de renforcer l'efficacité de nos politiques publiques de soutien à l'internationalisation des entreprises, ou encore de la pertinence de nos réseaux à l'étranger.

Cette stratégie définit également des priorités, pour orienter efficacement notre action. C'était l'objet du travail de Nicole Bricq pour identifier 47 pays prioritaires et quatre familles auxquelles accorder une attention particulière: « mieux se nourrir », « mieux communiquer », « mieux se soigner », « mieux vivre en ville ».

Troisième axe de cette stratégie : définir un cadre commercial propice aux échanges. Au-delà des accords de libre échange, mon action pour renforcer l'économie européenne est ici essentielle. Si j'y passe près d'un tiers de mon temps, c'est avant tout pour créer un cadre propice au développement économique de notre pays, de son tissu productif, alors que l'Union reste notre premier marché export.

Nous suivons collégialement ce cap. Certains, je ne l'ignore pas, s'interrogent sur les nouvelles initiatives, intelligentes, du ministère des Affaires étrangères : ne sont-elles pas redondantes avec les actions de Bercy ? Ne faut-il pas y voir une sourde concurrence entre deux grands ministères, deux grandes administrations, soucieux d'affirmer leur pouvoir, de marquer leur territoire ? Et bien, non je le dis, quitte à décevoir les amateurs de récits croustillants ! Laurent Fabius le confirmera : la diplomatie économique voulue par le Président de la République ne revient pas à substituer le Quai d'Orsay à Bercy, ou opposer Bercy au Quai. Nous veillons au contraire, et ma présence ici en est la

Seul le prononcé fait foi 5



preuve, à travailler ensemble, en faisant jouer nos complémentarités. Une convention entre le Trésor et la nouvelle direction des entreprises du Quai d'Orsay viendra d'ailleurs définir et coordonner les rôles de chacun. En l'occurrence, il s'agit de combiner nos approches, nos réseaux et nos instruments respectifs, pour accompagner le plus efficacement possible nos entreprises à l'étranger. Vous aider sur le long terme passe aussi par une gestion intelligente des visas, ou par nos coopérations scientifiques ou culturelles, afin de positionner dans la durée l'influence française à l'étranger. Le Quai d'Orsay peut compter sur les Ambassadeurs et les mobiliser au-delà de leur champ d'intervention traditionnel, pour les amener progressivement vers les enjeux économiques : tant mieux, ils restent un atout puissant pour ouvrir certaines portes. Mon ministère et ses services, je l'ai dit, main dans la main avec eux – je le vérifie sur le terrain à chacun de mes déplacements, je l'ai encore vu hier au Sénégal – sont à vos côtés.

Un mot de rendez-vous, pour finir, puisqu'après ces rencontres du Quai d'Orsay, Bercy vous accueillera cet été pour une journée de présentation détaillée de ses outils de soutien à l'export des entreprises. Ce sera moins l'occasion de découvrir un ministère que ne l'est cet événement d'aujourd'hui, mais ce sera l'occasion pour mon ministère de présenter plus en détail les innovations qu'il met en place pour répondre, mieux encore, aux besoins des acteurs économiques, et à leurs projets. Ce sera l'occasion, pour moi de rendre à nouveau l'invitation au ministre des Affaires étrangères. Merci.

Contacts presse :

Cabinet de Pierre MOSCOVICI :

Safia OTOKORÉ : 01.53.18.40.82 - safia.otokore@cabinets.finances.gouv.fr

Laurent FARY : 01.53.18.41.84 - laurent.fary@cabinets.finances.gouv.fr